

Le 21 septembre 2018

## Lettre ouverte

---

L'enseignement supérieur : une priorité dans la campagne électorale ?  
« Pas tellement » !

Nous sommes les représentantes et les représentants de vingt-deux organisations de la communauté collégiale et universitaire. Si nous prenons collectivement la plume, aujourd'hui, c'est que nous sommes profondément convaincus que l'enseignement supérieur est un élément phare pour l'avenir du Québec qui ne parvient pas à percer l'actualité politique.

Quoi qu'on en dise, la situation actuelle du réseau de l'enseignement supérieur ne permet pas de poursuivre une augmentation significative du niveau de scolarité de la population québécoise et de favoriser l'accès aux formes les plus élevées du savoir à toute personne qui en a la capacité. Cela doit devenir une priorité ! À cet effet, nous proposons des actions, tirées du rapport produit par le Collectif des États généraux de l'enseignement supérieur, pour accroître l'accessibilité aux études supérieures et le financement des établissements, améliorer le modèle administratif des réseaux collégial et universitaire ainsi que lutter contre la précarité.

Le gouvernement a prétendu à maintes reprises que les coupes imposées se feraient sans affecter l'accessibilité aux études et la qualité des services : au contraire, celles-ci ont imposé une pression financière importante sur les services offerts à la communauté étudiante et sur les conditions des travailleuses et des travailleurs du milieu. Toutes les actrices et tous les acteurs de l'enseignement supérieur sont catégoriques : il y a un besoin criant de financement supplémentaire! D'ailleurs, le sous-financement des cégeps et des universités et l'obligation qui leur est imposée de maintenir l'équilibre budgétaire accentuent l'affaiblissement des réseaux. Le mode de financement, notamment la répartition et l'allocation des sommes, autant dans les réseaux collégial qu'universitaire, demeure un facteur d'imprévisibilité et de disparité entre les différents établissements. Nous dressons donc parmi nos priorités un financement stable et à la hauteur des besoins qui sont grandissants.

Par ailleurs, l'ingérence d'organismes et de membres externes dans les processus démocratiques internes des institutions d'enseignement supérieur est préoccupante. Le gouvernement devrait privilégier des mesures qui favorisent une plus grande collégialité et une représentation prépondérante de l'ensemble des membres des communautés collégiale et universitaire au sein de toutes les instances décisionnelles et consultatives. À cet effet, un Conseil des universités du Québec (CUQ) doit être constitué pour permettre d'assurer une cohérence quant au développement et à l'amélioration du système universitaire en évitant que certains établissements se retrouvent en position d'iniquité par rapport à d'autres.

Enfin, le réseau de l'enseignement supérieur évolue dans un contexte où différentes formes de précarité sont en croissance. Le stress lié aux études, la surcharge de travail, l'isolement et l'endettement affectent significativement la santé psychologique de la communauté étudiante - communauté présentant un taux d'idéations suicidaires supérieures à celui de la population générale. Cette situation est alarmante. Les différents corps d'emploi du réseau de l'enseignement supérieur sont également affectés par cette problématique. Cela résulte des conditions de travail

qui se sont alourdies et de la précarité d'emploi grandissante qui soulève de vives inquiétudes. Ce sont les communautés collégiale et universitaire qui se retrouvent à bout de souffle; les décideurs politiques doivent s'attarder à ce fléau.

Les communautés collégiale et universitaire interpellent la société québécoise pour que l'enseignement supérieur devienne un enjeu de l'actuelle campagne électorale. Il importe de redonner au réseau de l'enseignement supérieur la possibilité de remplir sa mission et d'assurer des environnements d'études et de travail de qualité. Des solutions concrètes existent !

Le Collectif des États généraux de l'enseignement supérieur

### **À PROPOS**

Les membres du Collectif des États généraux de l'enseignement supérieur rassemblent près de 800 000 personnes:

Association des Étudiantes et des Étudiants de Laval inscrits aux Études supérieures (ÆLIÉS), Association québécoise des étudiants ayant des incapacités au postsecondaire (AQEIPS), Centrale des syndicats du Québec (CSQ), Confédération des associations d'étudiants et d'étudiantes de l'Université Laval (CADEUL), Confédération des syndicats nationaux (CSN), Conseil provincial du secteur universitaire (CPSU-FTQ), Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAÉCUM), Fédération des associations étudiantes universitaires québécoises en éducation permanente (FAEUQEP), Fédération des employées et employés de services publics (FEESP-CSN), Fédération des enseignantes et enseignants de cégep (FEC-CSQ), Fédération des professionnelles (FP-CSN), Fédération du personnel de soutien de l'enseignement supérieur (FPSES-CSQ), Fédération du personnel professionnel des collèges (FPPC-CSQ), Fédération du personnel professionnel des universités et de la recherche (FPPU), Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNÉE-Q-CSN), Fédération québécoise des professeures et professeurs d'université (FQPPU), Fondation Paul Gérin-Lajoie, Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICEA), Regroupement des syndicats universitaires (RSU-CSQ), Syndicat des Étudiant-e-s Salarié-e-s de l'Université de Montréal (SÉSUM), Union étudiante du Québec (UÉQ).